



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
PORTANT PROROGATION DU DÉLAI DE L'ARRÊTÉ AUTORISANT LA COMMUNE DE
NOYERS À CONSTRUIRE UNE STATION D'ÉPURATION AVEC REJET DES EFFLUENTS
TRAITÉS DANS LE « LIMETIN » ET À RÉALISER L'ÉPANDAGE DES BOUES DE LA
STATION EN AGRICULTURE**

La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code rural ;
- VU** le Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;
- VU** le décret du 26 mars 2021 nommant M. Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;
- VU** le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 modifié relatif à l'exercice de la Police des eaux ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU** le SDAGE du Bassin Seine-Normandie en vigueur ;
- VU** le SAGE Nappe de Beauce approuvé le 11 juin 2013 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les services de l'État dans le domaine de la police de l'eau et de la gestion de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 avril 2002 autorisant la commune de NOYERS à construire une station d'épuration avec rejet des effluents traités dans le « Limetin » et à réaliser l'épandage des boues de la station en agriculture ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;
- VU** la demande de prorogation de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2002, déposée par la commune de NOYERS en date du 3 novembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'échéance de l'autorisation, accordée dans l'arrêté préfectoral du 30 avril 2002 pour la construction d'une station d'épuration avec rejet des effluents traités dans le Limetin sur la commune de NOYERS, est le 30 avril 2022 ;

CONSIDÉRANT que le dépôt d'un nouveau dossier Loi sur l'eau est nécessaire ;

CONSIDÉRANT l'engagement de la commune de NOYERS à déposer un dossier de déclaration sous deux ans ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation émise par le demandeur dans le temps imparti ;

SUR la proposition du Directeur départemental des territoires du Loiret ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Prescriptions générales

L'article 15 de l'arrêté autorisant la commune de NOYERS à construire une station d'épuration avec rejet des effluents traités dans le « Limetin » et à réaliser l'épandage des boues de la station en agriculture est modifié comme suit : « L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité pour une durée limitée à 22 ans », à compter de la signature de l'arrêté initial (soit le 30 avril 2024).

ARTICLE 2 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de NOYERS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, ainsi qu'à la présidente de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Nappe de Beauce.

ARTICLE 3 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, Madame le maire de la commune de NOYERS, le directeur départemental des territoires du LOIRET, le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du LOIRET, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de NOYERS.

à Orléans, le **30 DEC. 2021**

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général


Benoît LEMAIRE

Copie transmise pour information à :

- Mme. le Maire de la commune de NOYERS,
- Office Français de la Biodiversité – Service départemental du Loiret
- Commission Locale de l'Eau du SAGE Nappe de Beauce
- Agence de l'Eau Seine-Normandie

RECOURS CONTENTIEUX

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

RECOURS ADMINISTRATIF

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de cette décision pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, ou de sa notification pour le demandeur ou l'exploitant, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature - Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Tour Pascal A et B, 92055 LA DÉFENSE CEDEX

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.514-3-1 du code de l'environnement.